Rapport d'Activité Semestriel

RAPPORT DE GESTION

I- CONTEXTE ECONOMIQUE ET FINANCIER

L'environnement économique mondial

La croissance économique mondiale devrait être moins soutenue que prévu en 2019, à 2,6 %, avant de remonter légèrement en 2020, à 2,7 %. Dans les marchés émergents et les économies en développement, la croissance devrait se renforcer l'an prochain, plusieurs pays étant sortis de leurs difficultés financières, mais le rythme restera modéré. La faiblesse des investissements freine l'essor des économies émergentes et en développement, et les risques pesant sur les perspectives sont largement à la baisse. Le relèvement des barrières commerciales, un regain de difficultés financières et un ralentissement plus brutal qu'attendu dans plusieurs grandes économies font partie de ces menaces.

En Asie de l'Est et Pacifique : pour la première fois depuis la crise financière asiatique de 1997-98, la croissance de la région Asie de l'Est et Pacifique devrait passer sous la barre des 6 % en 2019, à 5,9 %, contre 6,3 % en 2018. En Chine, la croissance devrait s'essouffler en 2019, à 6,2 % (contre 6,6 % en 2018), avec le ralentissement des échanges internationaux, la stabilité des prix des matières premières et des conditions financières globalement propices. L'aptitude des autorités à adapter les politiques monétaires et budgétaires aux difficultés extérieures et autres vents contraires entrera également en ligne de compte. Dans le reste de la région, la croissance devrait aussi marquer le pas en 2019, à 5,1 %, avant de connaître un léger rebond à 5,2 % en 2020 et 2021, profitant de la stabilisation du commerce mondial.

En Europe et Asie centrale : avec le redressement attendu de la Turquie, qui a connu un sérieux passage à vide, la croissance de la région devrait se stabiliser à 2,7 % en 2020, après un niveau de 1,6 % en 2019. Abstraction faite de la Turquie, la croissance devrait atteindre 2,6 % en 2020, en légère hausse par rapport à 2019 (2,4 %), grâce à un certain regain de la demande intérieure. En Europe centrale, les effets des incitations fiscales et de l'essor consécutif de la consommation privée vont commencer à s'estomper dans certaines des plus grandes économies de la sous-région, tandis que la croissance devrait redémarrer légèrement, à 2,7 % en Europe de l'Est et retomber à 4 % en Asie centrale. Dans les Balkans occidentaux, la croissance devrait remonter à 3,8 % en 2020.

En Amérique latine et Caraïbes : la croissance de la région devrait rester modérée en 2019, à 1,7 %, traduisant les difficultés que rencontrent plusieurs des grandes économies, avant de rebondir à 2,5 % en 2020 à la faveur du redressement des investissements fixes et de la consommation privée. Au Brésil, la reprise cyclique modérée devrait s'accentuer, avec une croissance attendue à 2,5 % l'an prochain, contre 1,5 % en 2019. L'Argentine devrait renouer avec une croissance positive en 2020, les effets des pressions des marchés financiers s'estompant tandis qu'au Mexique, la fin des incertitudes politiques devrait contribuer à induire un léger redressement l'an prochain, à 2 %.

Au Moyen-Orient et Afrique du Nord : la croissance de la région devrait se renforcer à 3,2 % en 2020, grâce en grande partie au redémarrage des pays exportateurs de pétrole. Les prévisions tablent sur une hausse de 2,9 % en 2020 dans ces pays, sous-tendue par les investissements en capital des pays du Conseil de coopération du Golfe et une reprise de l'économie irakienne. Du côté des pays importateurs de pétrole, un redressement est attendu avec la progression des réformes et de bonnes perspectives dans le secteur du tourisme.

En Afrique subsaharienne : dans cette région, la croissance devrait s'accélérer à 3,3 % en 2020, sous réserve d'une amélioration de la confiance des investisseurs dans certaines des grandes économies, mais également du redémarrage de la production de pétrole dans les grands pays exportateurs et du maintien d'une production agricole et d'investissements publics soutenus dans les économies pauvres en ressources, en appui à une croissance robuste.

L'environnement économique national

En 2019, la croissance devrait continuer sur sa trajectoire favorable, notamment soutenue par la poursuite de l'exécution du plan de développement « Bénin révélé », qui prévoit des investissements d'une valeur de 15 milliards USD sur 5 ans (2016-2021). Les projets phares du nouvel aéroport international de Glo-Djigbé ou de l'extension du port de Cotonou continueront, par exemple, de tirer l'investissement public. La participation du secteur privé à l'investissement serait également plus importante grâce à l'adoption d'une loi sur les PPP (2017) et de réformes visant à améliorer l'environnement des affaires, comme la restructuration de l'Agence de promotion des investissements et des exportations, et un nouveau Code des investissements (2018). La production de coton, qui représentait plus de 50 % des recettes d'exportations en 2017, devrait continuer à monter en puissance en 2019, bénéficiant des réformes engagées dans la filière, des efforts menés pour améliorer les rendements et des prix internationaux favorables. Plus généralement, les rendements agricoles en hausse devraient continuer à dynamiser les flux d'exportations. Ces derniers continueraient également de bénéficier de la (modeste) reprise du voisin nigérian. De plus, les flux des travailleurs expatriés au Nigeria, qui devraient également s'inscrire en hausse, devraient permettre de maintenir le dynamisme de la consommation privée. La faible inflation, qui devrait se maintenir sous le seuil des 3 % fixé par l'UEMOA, malgré un renchérissement probable des produits d'importations, y contribuera également.

II- LE SECTEUR BANCAIRE BENINOIS ET LA CONCURRENCE A FIN AVRIL 2019

Le total bilan des banques de la place est passé de FCFA 3 422 128 millions en décembre 2018 à FCFA 3 550 075 millions en avril 2019, soit une hausse de 3,7%. UBA Bénin occupait la septième (07) place de ce classement avec FCFA 235 696 millions et une part de marché de 6,64%.

Le total emplois des banques de la place est passé de FCFA 1 599 221 millions en décembre 2018 à FCFA 1 653 710 millions en avril 2019, soit une hausse de 3,3%. UBA Bénin occupait la neuvième (09) place de ce classement avec FCFA 57 479 millions et une part de marché de 3,48%.

Le total dépôt des banques de la place est passé de FCFA 2 256 251 millions en décembre 2018 à FCFA 2 427 468 millions en avril 2019, soit une hausse de 7,1%. UBA Bénin occupait la septième (07) place de ce classement avec FCFA 162 702 millions et une part de marché de 6,70%

III- L'ACTIVITE DE LA BANQUE

1- Le Bilan

POSTE	ACTIF	MONTANTS NETS 31/12/2018	MONTANTS NETS 30/06/2019
1	CAISSE,BANQUE CENTRALE,CCP	7 833	9 086
2	EFFETS PUBLICS ET VALEURS ASSIMILEES	127 292	134 088
3	CREANCES INTERBANCAIRES ET ASSIMILEES	19 797	16 209
4	CREANCES SUR LA CLIENTELE	64 748	66 467
5	OBLIGATIONS ET AUTRES TITRES A REVEMU FIXE	-	-
6	ACTIONS ET AUTRES TITRES A REVENU VARIABLE	-	-
7	ACTIONNAIRES OU ASSOCIES	-	-
8	AUTRES ACTIFS	2 037	4 040
9	COMPTES DE REGULARISATION	136	285
10	PARTICIPATIONS ET AUTRES TITRES DETENUS A LONG TERME	361	361
11	PARTS DANS LES ENTREPRISES LIEES	-	-
12	PRETS SUBORDONNES	-	-
13	IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	34	29
14	IMMOBILISATIONS CORPORELLES	4 218	4 011
	TOTAL DE L'ACTIF	226 456	234 576

POSTE	PASSIF	MONTANTS NETS 31/12/2018	MONTANTS NETS 30/06/2019
1	BANQUES CENTRALES, CCP	-	-
2	DETTES INTERBANCAIRES ET ASSIMILEES	59 830	47 613
3	DETTES A L'EGARD DE LA CLIENTELE	138 490	157 820
4	DETTES REPRESENTEES PAR UN TITRE	-	-
5	AUTRES PASSIFS	2 771	1 757
6	COMPTES DE REGULARISATION	2 225	2 871
7	PROVISIONS	1 549	1 562
8	EMPRUNTS ET TITRES EMIS SUBORDONNES	-	-
9	CAPTTAUX PROPRES ET RESSOURCES ASSIMILEES	21 591	22 952
10	CAPITAL SOUSCRIT	19 600	19 600
11	PRIMES LIEES AU CAPITAL	-	-
12	RESERVES	2 687	2 687
13	ECARTS DE REEVALUATION	1 334	1 334
14	PROVISIONS REGLEMENTEES	-	-
15	REPORT A NOUVEAU(+/-)	- 5 735	- 2 072
16	RESULTAT DE L'EXERCICE (+/-)	3 705	1 403
	TOTAL DU PASSIF	226 456	234 576

POSTE	HORS BILAN	MONTANTS NETS	
		31/12/2018	30/06/2019
	ENGAGEMENTS DONNES		
1	ENGAGEMENTS DE FINANCEMENT	5 355	6 771
2	ENGAGEMENT DE GARANTIE	3 107	1 740
3	ENGAGEMENTS SUR TITRES	-	-
	ENGAGEMENTS RECUS		
4	ENGAGEMENTS DE FINANCEMENT	-	-
5	ENGAGEMENT DE DARANTIE	66 356	65 578
6	ENGAGEMENTS SUR TITRES	-	-

2- Le Compte de résultat

POSTE	PRODUITS/CHARGES	MONTANTS NETS	
		30/06/2018	30/06/2019
1	INTERETS ET PRODUITS ASSIMILES	5 442	6 438
2	INTERETS ET CHARGES ASSIMILEES	2 334	2 690
3	REVENUS DES TTTRES A REVENU VARIABLE	0	9
4	COMMISSIONS (PRODUITS)	53 639	33 156
5	COMMISSIONS (CHARGES)	50 895	31 356
6	GAINS OU PERTES NETS SUR OPERATIONS DES PORTEFEUILLES DE	0	0
7	GAINS OU PERTES NETS SUR OPERATIONS DES PORTEFEUILLES DE	0	0
8	AUTRES PRODUITS D'EXPLOITATION BANCAIRE	243	204
9	AUTRES CHARGES D'EXPLOITATION BANCAIRE	0	0
10	PRODUIT NET BANCAIRE	6 096	5 761
11	SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT	0	0
12	CHARGES GENERALES D'EXPLOITATION	3 786	4 099
13	DOTATION AUX AMORTISSEMENTS ET AUX DEPRECIATIONS DES	245	233
14	RESULTAT BRUT D'EXPLOITATION	2 065	1 429
15	COUT DU RISQUE	216	29
16	RESULTAT D'EXPLOITATION	2 281	1 458
17	GAINS OU PERTES NETS SUR ACTIFS IMMOBILISES	0	0
18	RESULTAT AVANT IMPOT	2 281	1 458
19	IMPOTS SUR LES BENEFICES	65	55
	RESULTAT NET	2 216	1 403

Projection du Résultat à fin Décembre 2019

Indicateurs	Réal déc-18	Réal Q1 2019	Réal Q2,2019	Réal juil-19	Réal août-19	Réal sept-19	Réal oct-19	Réal nov-19	Réal déc-19	Réal YTD (b)	Bud juil-05 (d)	Tx de réal (b/d)
Intérêts reçus	11 261	3 156	3 282	1 039	1 059	1 079	1 099	1 119	1 139	12 972	13 495	96%
Intérêts versés	4 561	1 387	1 303	437	427	417	407	397	387	5 165	4 815	107%
Marges d'intérêts	6 701	1 769	1 979	602	632	662	692	722	752	7 808	8 680	90%
Produits sur change	4 206	716	560	226	250	255	260	265	270	2 802	3 554	79%
Commissions et autres revenus	1 373	443	433	210	185	195	201	211	202	2 080	2 961	70%
Nets des commissions	5 579	1 159	993	437	435	450	461	476	472	4 883	6 515	75%
Produits Nets bancaires	12 280	2 928	2 972	1 038	1 067	1 112	1 153	1 198	1 224	12 690	15 195	84%
Frais de personnel	4 409	1 066	988	302	310	312	314	316	320	3 927	4 521	87%
Amortissements	471	117	116	45	39	40	41	42	43	483	500	97%
Autres Charges	4 041	1 110	1 009	337	342	347	352	357	362	4 215	4 919	86%
Total Charges	8 922	2 293	2 112	684	691	699	707	715	725	8 626	9 940	87%
Résultat Brut d'Exploitation	3 358	635	859	354	376	413	446	483	499	4 064	5 255	77%
Provisions	428	155	198	60	60	60	60	60	60	713	900	79%
Reprises de Provisions	895	269	112	60	52	77	77	77	77	801	1 050	76%
Résultat avant impôt	3 825	750	774	354	368	430	463	500	516	4 153	5 405	77%
Impôt (Acompte)	120	27	27	12	9	9	9	9	9	111		
Résultat après Impôt	3 705	722	747	342	359	421	454	491	507	4 041	5 405	75%

Marge d'intermédiation :

Mise en place de nouvelles facilitées :

Au niveau des grandes entreprises mise ne place de nouveaux concours pour un montant d'environs FCFA 35 milliards entre Aout et Décembre 2019.

Au niveau de la trésorerie acquisition de bons et obligations en fonction des calendriers de soumissions et utilisation des ressources collectés pour réduire le refinancement et accroitre les prêts interbancaires

Au niveau de la banque de détail : augmentation de l'utilisations des prêts programme.

Commissions :

Revenu FX (change) augmentation du volume et des revenus par l'ouverture de comptes d'importateurs et en utilisant la chaine de valeur des grandes entreprises

Revenu sur les cautions de soumissions : un accent particulier est mis sur les entreprises chinoises pour augmenter les revenus

Nous escomptons une moyenne mensuelle de FCFA 460 millions,

Les Charges d'exploitation :

Elles se chiffreront à une moyenne de FCFA 710 millions.

Les provisions : FCFA 50 millions de FCFA par mois soit FCFA 25 millions pour le portefeuille et FCFA 25 millions pour les autres risques ;

Recouvrement : FCFA 50 millions pour le mois d'août et FCFA 77 millions sur le reste des mois de l'année.

Avec ces différents montants, nous comptons terminer l'année 2019 avec un résultat de **FCFA 4 041** millions contre **FCFA 5 405 millions**, soit un taux de réalisation de 75%

Rapport des Commissaires aux Comptes

Cdm CONSULTANTS

A.F.C.E.

Audit Finances Conseil Expertise

UBA

United Bank for Africa

Avenue Pape Jean-Paul II
01 BP 2020
Cotonou - BENIN

RAPPORT D'EXAMEN LIMITE DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR LES ETATS FINANCIERS SEMESTRIELS RELATIFS A LA PERIODE ALLANT DU 01 JANVIER 2019 AU 30 JUIN 2019

RAPPORT D'EXAMEN LIMITE DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR LES ETATS FINANCIERS SEMESTRIELS PERIODE ALLANT DU 01 JANVIER 2019 AU 30 JUIN 2019

Mesdames et Messieurs les Administrateurs,

En notre qualité de Commissaires aux comptes de UNITED BANK FOR AFRICA BENIN (UBA-BENIN) et conformément à l'article 8 de l'Instruction n° 035-11-2016 relative à l'établissement et à la publication des états financiers individuels et consolidés, nous avons effectué un examen limité des états financiers semestriels relatifs à la période du 1er janvier au 30 juin 2019.

Ces états financiers semestriels comprennent le bilan, le hors-bilan, le compte de résultat et les notes annexes faisant ressortir un résultat semestriel bénéficiaire de 1 403 millions de F CFA.

Responsabilités de la Direction relativement aux états financiers semestriels

La Direction est responsable de la préparation et de la présentation des états financiers semestriels conformément au Plan Comptable Bancaire Révisé de l'UMOA et à ses instructions d'application.

Ces états financiers semestriels tels que joints au présent rapport, ont été établis par la Direction de la Banque.

Responsabilités des Commissaires aux comptes

Nous avons effectué notre examen limité selon la Norme ISRE 2410 « Examen limité d'informations financières intermédiaires effectué par l'auditeur indépendant de l'entité ». Notre responsabilité consiste à exprimer une conclusion sur les états financiers semestriels ci-joints.

Un examen limité d'informations financières intermédiaires consiste en des demandes d'informations, principalement auprès des personnes responsables des questions financières et comptables et dans la mise en œuvre de procédures analytiques et d'autres procédures d'examen limité. L'étendue d'un examen limité est très inférieure à celle d'un audit effectué selon les Normes ISA et, en conséquence, ne nous permet pas d'obtenir l'assurance que nous avons relevé tous les faits significatifs qu'un audit permettrait d'identifier. En conséquence, nous n'exprimons pas d'opinion d'audit.

Fondement de notre conclusion

Sur la base des informations qui nous ont été fournies par la Direction de la banque, nous avons fait les constatations ci-après :

1) à la date de ce rapport, le système d'information de la Banque n'a pas encore été entièrement mis à jour conformément à la décision n°357-11-2016 qui a institué le PCB Révisé de l'UMOA. En effet, actuellement le système

d'information ne permet pas de déclasser et de provisionner automatiquement les créances en souffrance. Ce qui n'est pas de nature à assurer l'exhaustivité des dépréciations y afférentes.

2) la revue des engagements de la clientèle a mis en exergue des créances qui présentent un risque de non recouvrement et qui remplissent les conditions, au sens de l'instruction n°26-11-2016 de la Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest, pour être déclassées et provisionnées. Le risque net de garanties et de provisions desdites créances évalué à un montant de F CFA 15 millions n'a pas été constaté dans les comptes de la banque au 30 juin 2019,
3) des créances en souffrance évaluées à un montant de F CFA 13 059 millions n'ont pas été transférées en créances douteuses et litigieuses,
4) un encours de crédit de F CFA 2 millions ayant fait l'objet de restructuration au 30 juin 2019 a été maintenu en créances saines au lieu d'être reclassé en créances immobilisées,
5) la banque a évalué et comptabilisé des intérêts courus au 30 juin 2019 de F CFA 1 million sur des bons de trésor échus. Il s'agit :
   - BONS TPNIG (21-10-18A21-11-18) TX =5,9995% et de valeur F CFA 1 000 millions,
   - BF0000001107-BA (11-18A05-19) TX =5.8999% et de valeur F CFA 3 000 millions,
6) la Banque a affecté en compte d'exploitation au 30 juin 2019, un surplus d'intérêts estimé à F CFA 21,296 millions sur les bons de trésor. La Banque a comptabilisé les corrections nécessaires en Août 2019,
7) nous avons noté plusieurs insuffisances dans la comptabilisation des garanties reçues :
   - écarts de F CFA 743 millions entre les montants des garanties hypothécaires inscrites au coffre et la comptabilité,
   - défaut de comptabilisation de garanties inscrites au coffre pour un montant F CFA 1 800 millions,
   - inexistence au coffre de garanties comptabilisées pour F CFA 2 157 millions,
   - maintien en comptabilité de garanties expirées et non renouvelées F CFA 11 013 millions,

- la Banque ne dispose pas de logiciels fonctionnels pour le traitement des salaires et pour la gestion des immobilisations. Elle utilise des tableurs Excel libres avec tous les risques d'erreurs que cela comporte. Ce qui ne nous rassure pas quant à la correcte évaluation et comptabilisation des opérations relatives à la paie et aux immobilisations.

Conclusion

Sur la base de notre examen limité, et à l'exception des questions décrites au paragraphe « Fondement de notre conclusion », nous n'avons pas relevé d'autres faits qui nous laissent à penser que les états financiers semestriels ci-joints ne présentent pas sincèrement, dans tous leurs aspects significatifs la situation financière de la UBA BENIN au 30 juin 2019, ainsi que sa performance financière et ses flux de trésorerie pour la période de six mois se terminant à cette date, conformément aux règles et principes du Plan Comptable Bancaire révisé de l'UMOA.

Vérification du rapport d'activité semestriel

Nous avons également procédé, conformément aux normes professionnelles applicables au Bénin, à la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité de la Banque commentant les états financiers semestriels sur lesquels a porté notre examen limité.

Nous n'avons pas d'observations à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les états financiers semestriels au 30 juin 2019.

Cotonou, le 26 Août 2019

Les Commissaires aux Comptes

Christian Désiré MIGAN C.D.M – CONSULTANTS 08 BP 594 Cotonou (BENIN) Tel : + 229 21 31 31 18 / 19 Fax : + 229 21 31 23 41 Email : cdmcons@intnet.bj **Commissaire aux comptes**	**Pierre Lucien BRUN** Pierre Lucien BRUN Expert Comptable Diplômé Commissaire aux Comptes Tél. (229) 21 32 74 72 - Cel (229) 95 85 54 34 **Commissaire aux comptes**

ETATS FINANCIERS SEMESTRIEL ARRETES AU 30.06.2019

BILAN

Destiné à la publication

ETAT : BENIN

Date d'arrêté └2┴0┴1┴9┴0┴6┘ └3┴0┘

ETABLISSEMENT : UNITED BANK FOR AFRICA BENIN

CIB └B┴0┴0┴6┴7┘

(en millions de F CFA)

POSTE	ACTIF	MONTANTS NETS	
		31/12/2018	30/06/2019
1	CAISSE,BANQUE CENTRALE,CCP	7 833	9 086
2	EFFETS PUBLICS ET VALEURS ASSIMILEES	127 292	134 088
3	CREANCES INTERBANCAIRES ET ASSIMILEES	19 797	16 209
4	CREANCES SUR LA CLIENTELE	64 748	66 467
5	OBLIGATIONS ET AUTRES TITRES A REVEMU FIXE	-	-
6	ACTIONS ET AUTRES TITRES A REVENU VARIABLE	-	-
7	ACTIONNAIRES OU ASSOCIES	-	-
8	AUTRES ACTIFS	2 037	4 040
9	COMPTES DE REGULARISATION	136	285
10	PARTICIPATIONS ET AUTRES TITRES DETENUS A LONG TERME	361	361
11	PARTS DANS LES ENTREPRISES LIEES	-	-
12	PRETS SUBORDONNES	-	-
13	IMMOBILISATIONS INC0RP0RELLES	34	29
14	IMMOBILISATIONS CORPORELLES	4 218	4 011
	TOTAL DE L'ACTIF	226 456	234 576

Pierre Lucien BRUN
Expert Comptable Diplômé
Commissaire aux Comptes
Tél. (229) 21 37 74 72 - Cel (229) 95 85 54 34

CDM CONSULTANTS
VISA POUR AUTHENTIFICATION

BILAN
Destiné à la publication

ETAT : BENIN

└2┴0┴1┴9┴0┴6┘ └3┴0┘
Date d'arrêté

└B┴0┴0┴6┴7┘
CIB

ETABLISSEMENT : UNITED BANK FOR AFRICA BENIN

UBA

(en millions de F CFA)

POSTE	PASSIF	MONTANTS NETS 31/12/2018	MONTANTS NETS 30/06/2019
1	BANQUES CENTRALES, CCP	-	-
2	DETTES INTERBANCAIRES ET ASSIMILEES	59 830	47 613
3	DETTES A L'EGARD DE LA CLIENTELE	138 490	157 820
4	DETTES REPRESENTEES PAR UN TITRE	-	-
5	AUTRES PASSIFS	2 771	1 757
6	COMPTES DE REGULARISATION	2 225	2 871
7	PROVISIONS	1 549	1 562
8	EMPRUNTS ET TITRES EMIS SUBORDONNES	-	-
9	CAPTTAUX PROPRES ET RESSOURCES ASSIMILEES	21 591	22 952
10	CAPITAL SOUSCRIT	19 600	19 600
11	PRIMES LIEES AU CAPITAL	-	-
12	RESERVES	2 687	2 687
13	ECARTS DE REEVALUATION	1 334	1 334
14	PROVISIONS REGLEMENTEES	-	-
15	REPORT A NOUVEAU(+/-)	- 5 735	- 2 072
16	RESULTAT DE L'EXERCICE (+/-)	3 705	1 403
	TOTAL DU PASSIF	226 456	234 576

Pierre Lucien BAUR
Expert Comptable Diplômé
Commissaire aux comptes
Tél. (229) 21 37 74 72 - Cel (229) 95 85 54 34

CDM CONSULTANTS
VISA POUR AUTHENTIFICATION

HORS BILAN

Destiné à la publication

ETAT : BENIN

└2┴0┴1┴9┴0┴6┘ └3┴0┘

Date d'arrêté

└B┴0┴0┴6┴7┘

CIB

ETABLISSEMENT : UNITED BANK FOR AFRICA BENIN

(en millions de F CFA)

POSTE	HORS BILAN	MONTANTS NETS	
		31/12/2018	30/06/2019
	ENGAGEMENTS DONNES		
1	ENGAGEMENTS DE FINANCEMENT	5 355	6 771
2	ENGAGEMENT DE GARANTIE	3 107	1 740
3	ENGAGEMENTS SUR TITRES	-	-
	ENGAGEMENTS RECUS		
4	ENGAGEMENTS DE FINANCEMENT	-	-
5	ENGAGEMENT DE DARANTIE	66 356	65 578
6	ENGAGEMENTS SUR TITRES	-	-

Pierre Lucien BRUN
Expert Comptable Diplômé
Commissaire aux comptes
Tél. (229) 21 [illegible] 74 78 Cel (229) 95 85 54 34

CDM CONSULTANTS
VISA POUR AUTHENTIFICATION

COMPTE DE RESULTAT

Destiné à la publication

ETAT : BENIN

└2┴0┴1┴9┴0┴6┘ └3┴0┘

Date d'arrêté

ETABLISSEMENT : UNITED BANK FOR AFRICA BENIN

└B┴0┴0┴6┴7┘

CIB

(en millions de F CFA)

POSTE	PRODUITS/CHARGES	MONTANTS NETS	
		30/06/2018	30/06/2019
1	INTERETS ET PRODUITS ASSIMILES	5 442	6 438
2	INTERETS ET CHARGES ASSIMILEES	2 334	2 690
3	REVENUS DES TTTRES A REVENU VARIABLE	0	9
4	COMMISSIONS (PRODUITS)	53 639	33 156
5	COMMISSIONS (CHARGES)	50 895	31 356
6	GAINS OU PERTES NETS SUR OPERATIONS DES PORTEFEUILLES DE	0	0
7	GAINS OU PERTES NETS SUR OPERATIONS DES PORTEFEUILLES DE	0	0
8	AUTRES PRODUITS D'EXPLOITATION BANCAIRE	243	204
9	AUTRES CHARGES D'EXPLOITATION BANCAIRE	0	0
10	PRODUIT NET BANCAIRE	6 096	5 761
11	SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT	0	0
12	CHARGES GENERALES D'EXPLOITATION	3 786	4 099
13	DOTATION AUX AMORTISSEMENTS ET AUX DEPRECIATIONS DES	245	233
14	RESULTAT BRUT D'EXPLOITATION	2 065	1 429
15	COUT DU RISQUE	216	29
16	RESULTAT D'EXPLOITATION	2 281	1 458
17	GAINS OU PERTES NETS SUR ACTIFS IMMOBILISES	0	0
18	RESULTAT AVANT IMPOT	2 281	1 458
19	IMPOTS SUR LES BENEFICES	65	55
	RESULTAT NET	2 216	1 403

Pierre Lucien BRUN
Expert Comptable Diplomé
Commissaire aux comptes
Tél. (229) 21 37 74 72 - Cel (229) 95 85 54 34

CDM CONSULTANTS
VISA POUR AUTHENTIFICATION

Les principales caractéristiques des états financiers que nous avons audités se présente comme ci- après en millions de francs CFA

Rubriques	Solde au 31/12/18	Solde au 30/06/19
Total du bilan	226 456	234 576
Capital Social	19 600	19 600
Capitaux propres et ressources assimilées	21 591	22 952
Créances interbancaires	19 797	16 209
Dettes interbancaires	59 830	47 613
Créances sur la clientèle	64 748	66 467
Dettes à l'égard de la clientèle	138 490	157 820
Résultat net	3 705	1 403

1 Informations sur les méthodes comptables utilisées en 30 juin 2019

1.1 Principes Généraux

Les méthodes comptables de UBA Bénin obéissent aux instructions relatives à la comptabilisation et à l'évaluation des opérations bancaires, édictées par la Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest et mises en vigueur depuis le 1er janvier 2018. Le plan de compte adopté est conforme au Plan Comptable Bancaire de 1' UMOA.

Le bilan est présenté en monnaie locale qui est le F.CFA ; Les comptes en devise sont réévalués au cours arrêtés au 30/06/2019 pour chaque devise.

1.2 Méthodes de calcul des dotations et provisions

1.2.1 Le calcul des amortissements

La méthode utilisée pour la constatation de l'usure et de l'obsolescence des immobilisations est la méthode linéaire.

Les taux d'amortissement sont obtenus suivant la durée de vie reconnue à chaque 'catégorie d'immobilisation et conformément aux dispositions réglementaires en vigueur.

Le calcul se fait à chaque arrêté mensuel afin d'impacter le compte d'exploitation et les résultats mensuels.

1.2.2 Le calcul des provisions

Le suivi quotidien du portefeuille est assuré et la révision globale du portefeuille est semestrielle.

Les règles de provisionnement utilisées par UBA BENIN sont celles définies dans l'instruction 026-11-2016 de la BCEAO relative à la gestion des engagements en souffrance. Par ailleurs, les risques financiers, juridiques et fiscaux sont évalués à leurs valeurs de réalisations probables et provisionnés afin de garantir l'image fidèle des comptes à chaque arrêté.

A l'arrêté de l'exercice au 30 juin 2019, le solde des provisions sur créances en souffrance inscrites au bilan est : F CFA 634 millions.

1.3 Résultat de l'exercice

A l'arrêté des comptes au 30 Juin 2019 le résultat est bénéficiaire de FCFA 1 403 millions.

2 Informations d'importance significative

2.1 Au titre du Bilan

2.1.1 Les Immobilisations Corporelles et Incorporelles

Les immobilisations corporelles et incorporelles nettes s'élèvent à F CFA 4 040 millions au 30 juin 2019.

Toutes les immobilisations à l'exception de l'immeuble siège social (terrain + bâtiment) et l'immeuble ex-direction générale lot 553 (terrain + bâtiment) sont comptabilisées à leur valeur d'origine, c'est-à-dire à leur coût d'acquisition comprenant la valeur d'achat augmentée des charges connexes (frais de transport d'installation ou de montage).

Les dotations aux amortissements au titre de l'exercice s'élèvent à F CFA 233 millions.
L'immeuble siège social (terrain + bâtiment) et l'immeuble ex-direction générale lot 553 (terrain + bâtiment) ont fait l'objet d'une réévaluation comptable au 31/12/2014.

L'écart de réévaluation qui est de F CFA 1 334 millions a été enregistré dans le compte 55300 « Ecart résultant de la réévaluation des immobilisations » conformément au Plan Comptable Bancaire.

2.1.2 Les titres de participation

Les titres de participation s'élèvent à F CFA 361 millions

2.1.3 Le portefeuille de titres

Le stock de titres s'élève à FCFA 134 088 millions au 30/06/2019.
Il est composé uniquement d'effets publics et valeur assimilées
Aucun des titres en portefeuille n'est côté en bourse.

2.1.4 Le Capital social

Le capital social est de FCFA 19 600 000 000 réparti en 1 650 000 actions de valeur nominale FCFA 10 000.

2.1.5 Compte bloqué d'actionnaires

UBA BENIN n'a plus d'engagement auprès des actionnaires.

2.1.6 Les Provisions pour risques et charges

Les Provisions pour risques et charges (F CFA 1 562 millions) concernent :

2.1.7 Comptes de régularisation actif

Les comptes de régularisation actifs (F CFA 285 millions).

2.1.9 Comptes de régularisation passifs

Les comptes de régularisations passifs (F CFA 2 871 millions).

2.1.10 Déclassement de Créances en Souffrances

Au 30/06/2019 UBA Bénin possédait dans ses livres, des créances sur l'état à déclasser, pour un montant de F CFA 12 993 millions. Il est à noter que ce déclassement n'a pas d'incidence sur le compte de résultat, aucune provision n'est requise puisque les créances concernées portant sur l'Etat.

2.2 Au titre du Hors Bilan

Les engagements par signature accordés et les promesses reçus sont arrêtés comme suit :

2.2.1 Engagements donnés :

Les engagements donnés au 30/06/2019 s'élèvent à FCFA 8 462 millions et se décomposent comme suit :

- Engagement de financement : FCFA 6 771 millions
- Engagement de garantie : 1 740 millions

2.2.2 Engagements reçus :

Engagements de garantie reçus de la clientèle (F CFA 65 578 millions).

2.3 Au titre du compte de Résultat

2.3.1 Les commissions perçues et payées

Les commissions perçues au 30 juin 2019 se chiffre à FCFA 33 156 millions contre FCFA 31 356 millions de charge.

2.3.2 Les intérêts reçus et payés

Les produits sur opérations avec la clientèle au 30 juin 2019, se chiffre à FCFA 6 438 millions contre FCFA 2 690 millions d'intérêts payés.

2.3.3 La ventilation des frais généraux

Les frais généraux se chiffrent à FCFA 4 099 millions et se répartissent comme suit :

- Salaires et traitements (F CFA 1 849 millions),
- Charges sociales et fiscales (F CFA 205 millions),
- Charges générales d'exploitation (F CFA 2 045 millions).

2.3.4 Au titre des autres informations

Au 30/06/2019, les informations suivantes peuvent être fournies sur l'établissement :

- Effectif du personnel : 334 dont 195 permanents et 139 intérimaires
- Nombre d'agences et guichets à l'intérieur du pays : 16
- Nombre d'agences et guichets à l'extérieur du pays : 0